

Les subsides

Mon ami de Restigouche a signalé que les cinq milliards allaient être distribués en vertu d'un programme de ce genre, notamment au moyen des subventions d'expansion régionale, des subventions, prêts et garanties du PEE. Où allons-nous avec tous ces sigles et ces programmes? Le Canada a-t-il atteint un objectif et une expansion souhaitable? La réponse est non, il n'en est rien. Nous n'aurions pas près de deux millions de chômeurs si nous étions parvenus à ce stade.

L'autre jour, le député de York-Peel m'a fait remarquer qu'en réalité le taux de chômage serait de 20 p. 100, si l'État n'était pas compté dans ces statistiques. Il y a 20 p. 100 des Canadiens qui travaillent d'une façon ou d'une autre pour l'État et ils ne sont pas mis à pied. Les mises à pied frappent les Canadiens qui produisent de vrais biens et de vrais services au Canada. C'est dans ce secteur que sévit le chômage, monsieur l'Orateur.

Les statistiques font voir que le chômage est de 12.7 p. 100, mais elles ne montrent pas que le nombre de personnes dites actives a diminué en un an de plus d'un demi-million. Le fait est que nous sommes affligés d'un chômage massif, mais il y a pourtant une myriade de programmes qui seraient censés accomplir quelque chose. Ce sont des programmes à caractère politique qui ne nous mèneront nulle part. Quand John Bulloch a comparu devant un comité parlementaire, il a affirmé que plus de la moitié des programmes n'étaient d'aucune utilité pour les petites entreprises et qu'il faudrait les abolir. Nous devons secouer ce fardeau, nous débarrasser de ces encadrements et aller de l'avant. Il faut donner aux entreprises la chance d'agir.

Il faut, monsieur l'Orateur, que la stratégie fiscale encourage la croissance et non la consommation. Qu'avons-nous obtenu du gouvernement jusqu'ici? Le 12 novembre, nous avons eu un budget qui décourageait la croissance, l'innovation et de nouveaux mécanismes de production en allongeant le temps nécessaire pour amortir le coût de cet outillage. Par les temps qui courent ne convient-il pas d'allouer un amortissement de 100 p. 100 du coût en capital pour les nouvelles machines de production? Si vous vouliez vraiment stimuler la productivité, n'est-ce pas exactement ce que vous feriez? N'inciteriez-vous pas un manufacturier à acheter une machine qui accélérerait et améliorerait ses opérations, ou encore un robot ou des outils qui rendraient son établissement plus productif, plus efficace et plus concurrentiel, en l'autorisant à en amortir le coût la même année? N'est-ce pas là ce que nous devrions faire? Ce n'est pas ce que nous obtenons d'un gouvernement de plus en plus avide d'argent pour maintenir ses programmes et nourrir son armée de bureaucrates. Nous voulons de la croissance et de la productivité, mais ce n'est pas ce que nous avons eu.

● (2010)

Sa politique fiscale en matière de développement économique de nos régions moins bien nanties ne devrait-elle pas prévoir des dégrèvements de beaucoup supérieurs aux dépenses d'investissement? Au lieu d'offrir des subventions, le gouvernement devrait promettre aux gens des amortissements de 200 p. 100 s'ils investissent dans les régions canadiennes défavorisées. Il devrait leur dire que, s'ils font un profit, ils n'ont qu'à empocher l'argent et rentrer à la maison sans avoir à s'inquiéter du fisc. Voilà comment il faudrait agir. Il faut stimuler les gens et se servir de notre régime fiscal pour améliorer la productivité

plutôt que pour l'étouffer, pour encourager les gens à épargner plutôt qu'à dépenser.

Quelle sorte de politique fiscale a-t-on présentée en novembre dernier? La semaine dernière, le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson) a interrogé le ministre à propos du budget du 12 novembre. A la proposition de rejeter ce budget, le ministre a fait la réponse suivante, qui figure à la page 20615 du *hansard*:

... je redirai que les modifications qui ont été proposées par mon prédécesseur étaient pour la plupart justes et équitables. Toutefois, comme le climat économique a considérablement changé entre-temps, nous avons dû prévoir des ajustements, soit les modifications que j'ai proposées. Au plan de l'équité, toutefois, je suis entièrement d'accord avec les décisions que mon prédécesseur a prises à cet égard. Je crois qu'il a eu raison de les recommander à la Chambre.

Il est bien évident que le gouvernement ne croit pas dans la croissance, l'épargne et la productivité, mais plutôt dans une espèce d'équité bureaucratique. On ne construit pas un pays avec une idée semblable. Pour bâtir le Canada, il faudrait lancer un défi aux entrepreneurs, leur donner l'espoir de la réussite et la promesse d'une rétribution. Ce n'est ni avec des règlements ni avec des impôts liés à cette notion d'équité bureaucratique que nous y parviendrons.

Le temps presse. La prochaine stratégie dont nous nous doterons doit être équitable. Les contribuables ont le droit de sentir que lorsqu'ils versent leurs impôts, l'État les traite avec équité. Qu'y-a-t-il de juste dans le fait qu'un fabricant paie sa part d'impôts pour découvrir ensuite qu'un ministre donné prête sans intérêt à son concurrent? Qu'y a-t-il de juste dans le fait de garantir, comme l'a fait le gouvernement dans le cas de la Maislin, les emprunts d'une entreprise de transport alors que le pays en compte 15,000, comme si cela avait été une nécessité, comme si une autre entreprise de camionnage ou de transport n'aurait pas pu prendre la relève de la Maislin et servir le public tout aussi bien? C'est une question de justice. Les sauvetages effectués par le gouvernement n'ont pas été justes, car ils ont tendu à aider les perdants aux dépens des gagnants. Où est le sens de la justice dans tout cela pour le milieu des affaires quand un entrepreneur qui a du succès en affaires se voit pénalisé pour aider son collègue qui s'est montré incompetent à gérer son entreprise? A-t-on amélioré le commerce des machines agricoles en renflouant la Massey Ferguson? Prenons la Versatile Iractor, la White ou l'International Harvester; ces entreprises ont-elles vraiment créé des emplois et apporté quoi que ce soit de valable au secteur des machines agricoles? Ont-elles vraiment fait quelque chose dans l'intérêt du Canada, ou bien ont-elles tout simplement gaspillé 125 millions de dollars des deniers publics?

M. MacKay: Et Consolidated Computer?

M. Blenkarn: Oui, et Consolidated Computer, comme le rappelle mon collègue? Examinons la situation d'autres sociétés de la Couronne.

M. Towers: Canadair.

M. Blenkarn: Demain, nous aurons l'occasion d'étudier le cas de Canadair en comité. Il faut avoir une stratégie pour s'attirer la confiance des gens. Ils doivent être persuadés d'être traités avec justice lorsqu'ils s'adressent au gouvernement ou à n'importe quel gouvernement du Canada; il doivent être sûrs que le gouvernement ne décidera pas unilatéralement, par le biais d'une mesure fiscale rétroactive, de leur prendre tous leurs bénéfices lorsqu'ils investissent au Canada. Est-il juste que le gouvernement du Canada permette aux acheteurs